



IMPACT SOCIOECONOMIQUE DE LA COVID-19 AU TCHAD



CONTEXTE

Après les premières infections en Chine à la fin de l'année 2019, la maladie liée au nouveau coronavirus s'est très vite répandue dans le monde ; aucun continent n'est épargné. Déclarée Pandémie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le 11 Mars 2020, la COVID-19 est devenue une urgence sanitaire à l'échelle planétaire. La vitesse de propagation et la gravité de la contagion ont amené les pays à prendre des mesures telles que la fermeture des frontières, l'instauration du service minimum dans les administrations, le confinement général ou partiel... Ces décisions affecteraient inévitablement l'économie mondiale ; la croissance mondiale initialement de 2.9% est prévue par l'OCDE à la baisse, soit une valeur comprise entre 2,4% et 1,5% pour 2020. Selon certaines prévisions, les pertes de production dans la région pour 2020 vont se chiffrer entre 37 milliards et 79 milliards d'USD (Africa's pulse, 2020). La révision à la baisse de la croissance en 2020 reflète les risques macro-économiques découlant de la chute brutale de la croissance du PIB des principaux partenaires commerciaux de la région, particulièrement la Chine et la zone euro, de la baisse des prix des matières premières, de la réduction de l'activité touristique dans de nombreux pays ainsi que des effets des mesures destinées à maîtriser la pandémie de la COVID-19.

L'Afrique comparativement au reste du monde, est faiblement touchée par la maladie en attestent les statistiques qui, en la date du 11 septembre 2020, indiquent 1 917 960 cas confirmés et 46 272 cas de décès dans les 55 Etats membres de l'Union Africaine contre 51 251 715 cas positifs et plus d'un million de décès à l'échelle mondiale. Vu l'insuffisance des capacités de test dans de nombreux pays d'Afrique en particulier de l'Afrique subsaharienne, il est probable que ce décompte sous-estime le nombre réel d'infections. Au TCHAD en particulier, le premier cas de COVID-19 a été confirmé le 19 mars 2020, dans la 12e semaine épidémiologique. Au 11 novembre 2020, le pays a enregistré 1543 cas confirmés de COVID-19 et 100 cas de décès liés à la maladie. Pour faire face à la maladie, nombre de mesures ont été prises pour endiguer les effets de la pandémie à savoir la fermeture des frontières et des écoles, de l'arrêt des activités non essentielles, de l'instauration du couvre-feu, entre autres. La pandémie ainsi que les mesures prises par le gouvernement ne manqueront pas d'avoir des impacts économique et social. Cette note de politique, à l'aide de scénarios de confinement et de déconfinement, se propose d'évaluer les effets de la COVID-19 au Tchad.

Les crises sanitaires de cette envergure sont assimilables à un choc économique négatif, impliquant une baisse de la production et de la productivité des facteurs.

En effets, la survenance de tels chocs s'accompagne de mesures qui selon Currie et al. (2020) peuvent être identifiées à trois échelles : i) les décisions affectant la transmission de la maladie, ii) les décisions concernant la gestion des ressources iii) les décisions sur les soins de santé. Ces décisions qui relèvent de la politique ont des incidences directes sur l'économie, mais également des répercussions non moins importantes sur la vie sociale. Les mesures concernant la transmission de la maladie de même que les décisions de soins de santé concernent principalement la distanciation sociale dont les implications sont lourdes en termes de pertes d'emploi et d'accès aux services sociaux de base tels que la santé et l'éducation. Les mesures concernant la gestion des ressources portent en particulier sur les dépenses relatives à la gestion de la crise au niveau des structures sanitaires (équipements et mise en œuvre d'un dispositif d'urgence pour la prise en charge des malades), le secours et l'aide aux personnes vulnérables, l'assistance aux entreprises privées entre autres. Du point de vue du secteur de la santé, elles sont lourdement touchées en ce sens que les épidémies limitent la capacité des systèmes de santé à assurer les soins (Bloom et al., 2018). En effet, elles s'accompagnent d'une augmentation de la demande en soins de santé et de mesures de restriction de l'accès aux autres services de soins, ce qui aggrave la santé de la population.

Sur le plan éducatif, Araz et al. (2012) et Araz et al. (2013) soutiennent qu'une couverture éducative large pourrait être assurée dans les pays développés, en cas de fermeture des écoles. Toutefois, un prolongement d'une telle mesure pourrait affecter négativement les parents. Dans les pays en développement, l'impact serait négatif sur les apprenants ainsi que leurs parents car les services alternatifs d'éducation ne sont pas très développés du fait de la faiblesse des avancées technologiques. Sur le plan économique, les mesures de lutte contre la propagation de la maladie s'accompagnent inéluctablement d'une baisse de l'activité économique. La récession économique est principalement caractérisée par la destruction généralisée des emplois (Seguino, 2019). Fornaro et Wolf (2020) dans leur étude sur les implications de la Covid-19 sur l'économie mondiale ont montré que celle-ci entraîne dans le moyen long terme une baisse du niveau de l'emploi optimal et par ricochet, des capacités productives étant donné que plusieurs emplois requièrent des interactions sociales prohibées pour éviter l'expansion du virus. Aux Etats-Unis, par exemple, Borse and al. (2011), dans leur étude sur les impacts de l'épidémie du virus H1N1 A dans la ville de New York soutiennent que dans 17% des ménages au moins un adulte abandonne son emploi à cause de la fermeture des écoles.

Les conséquences d'une épidémie sont plus graves pour les personnes vulnérables. Selon l'IFAD (2020), la propagation de la maladie peut dévaster les collectivités rurales pauvres et les petits producteurs d'aliments qui souffrent déjà d'une faible résilience et d'un accès limité aux ressources et aux services. Et la dépendance de nombreux pays de la production agricole fait que la sécurité alimentaire mondiale est menacée

METHODOLOGIE

Afin d'analyser l'impact que la COVID-19 pourrait avoir sur l'économie mauritanienne, deux scénarii de simulation ont été considérés. Chaque scénario repose sur un certain nombre d'hypothèses de simulation. La méthodologie de simulation de l'impact de la COVID-19 sur l'économie mauritanienne est basée sur certaines dimensions et indicateurs socio-économiques ciblés dans l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) et plus particulièrement dans la capture du dividende démographique. Il s'agit des dimensions suivantes : le déficit du cycle de vie, la qualité du cadre de vie, la dynamique de la pauvreté, le développement humain, les réseaux et territoires. Les deux scénarii considérés pour analyser l'impact de la crise sont :

SCENARIO 1 : PERIODE DE CONFINEMENT

Ce scénario vise à analyser les effets de la mesure de confinement adoptée par la plupart des pays comme arme contre la maladie de coronavirus. En effet, dès les débuts de la pandémie sur le territoire, les autorités mauritaniennes ont décidé d'un confinement total des populations afin d'endiguer la propagation de la maladie. Cette mesure a occasionné un arrêt des activités économiques, culturelles, touristiques, etc... Il convient donc d'évaluer l'impact de cette crise au cours de cette période.

SCENARIO 2 : APRES DECONFINEMENT

Dans ce scénario, il s'agit d'analyser les effets de la COVID-19 après un déconfinement des populations. Cette période de déconfinement s'étend jusqu'à la fin de l'année 2020. Le déconfinement permettra une reprise des activités et serait une période propice pour faire le bilan de l'impact de la maladie sur la situation économique du pays. En effet, cette période permettra de capter l'effet du coronavirus malgré une reprise morose des activités.

RESULTATS ET ANALYSES

BASSE DRASTIQUE DU SURPLUS DE REVENU DE LA CLASSE ECONOMIQUEMENT INDEPENDANTE, SOIT UNE PERTE DE 741 MILLIARDS DE FCFA DANS LE PREMIER SCENARIO ET DE 805 MILLIARDS DE FCFA DANS LE SECOND.

Avant la pandémie, le niveau de couverture de la dépendance économique était de 38,4%. En d'autres termes, la demande sociale n'était couverte qu'à hauteur d'un peu plus d'un tiers. Le scénario de confinement montre que celle-ci baisse fortement à cause du choc de la pandémie sur l'activité économique. Cette baisse est essentielle due à la baisse du surplus de revenu dégagé qui est de 215 milliards FCFA, contre 956 milliards FCFA avant le confinement. Cela traduirait que les emplois ont lourdement été touchés. Pour le Tchad, les secteurs d'activités les plus concernés sont le transport, l'hôtellerie-restauration, le commerce général, l'industrie et l'éducation (PNUD, 2020).

Tableau 1: Effets sur le déficit de cycle de vie

	Etat initial	Scénario Confinement		Scénario après confinement	
		Impact Covid-19	Gap à combler	Impact Covid-19	Gap à combler
DDMI	29,9%	21,3%	-8,6%	19,1%	-10,8%
ICDE	38,4%	8,6%	-29,8%	6,2%	-32,2%
Surplus (en Milliards de FCFA)	956	215	741	151	805
Déficit (en Milliards de FCFA)	2490	2500	10	2450	-40
LCD (en Milliards de FCFA)	1535	2285	751	2299	765

Source : CREG, 2020

La situation s'empire avec la levée du confinement mais avec une amplitude moindre. En effet, l'indice de couverture de la dépendance économique au sortir du confinement est de 6,2% soit un gap à combler par rapport à la situation d'avant confinement de 32,2% contre 29,8% avec le confinement. Les résultats montrent ainsi que la pandémie a fortement affecté les secteurs de l'activité économique tant du secteur formel qu'informel. Toutefois, la différence entre la situation avec le confinement et après le confinement, peut s'expliquer par l'amortissement des effets des mesures de restrictions sur l'activité économique. Toutefois cela la situation pourrait s'améliorer à la fin de l'année 2020 si de bonnes mesures d'accompagnement sont mises en place.

BASSE DE LA QUALITE DU CADRE DE VIE DE 5% ET 7% RESPECTIVEMENT DANS LE SCENARIO 1 ET 2, ESSENTIELLEMENT DU FAIT DE LA DEGRADATION DES LIENS SOCIAUX, DU BIEN-ETRE SUBJECTIF ET DE L'EQUILIBRE VIE PRIVEE - VIE PROFESSIONNELLE.

L'indice de la qualité du cadre de vie (IQCV) rend compte de l'environnement social, économique, environnemental et politique dans lequel les individus évoluent ainsi que de l'influence de la qualité de celui-ci sur leurs vies. Les résultats montrent que la pandémie a entraîné une baisse de la qualité du cadre vie au Tchad. L'indice de 52,4% avant le confinement, perd 5 points de pourcentage durant le confinement et s'établit à 44,9% après de la période allant de la fin du confinement à la fin de l'année 2020.

Tableau 2: Effets sur la qualité du cadre de vie

	Scénario Confinement			Scénario après confinement	
	Etat initial	Impact Covid-19	Gap à combler	Impact Covid-19	Gap à combler
IQC	52,4%	47,4%	-5,0%	44,9%	-7,5%
ENGAGEMENT CIVIQUE	43,7%	43,7%	0,0%	43,7%	0,0%
LIENS SOCIAUX	63,1%	37,9%	-25,2%	31,6%	-31,6%
ENVIRONNEMENT	45,2%	50,7%	5,5%	46,7%	1,5%
LOGEMENT	48,7%	48,7%	0,0%	48,7%	0,0%
BIEN ETRE SUBJECTIF	74,1%	59,3%	-14,8%	51,9%	-22,2%
TRAVAIL-VIE PRIVEE	52,6%	44,3%	-8,3%	44,3%	-8,3%
SECURITE	45,4%	46,3%	1,0%	45,7%	0,4%

Source : CREG, 2020

Cette baisse de la qualité du cadre de vie dans les deux scénarii est essentiellement due à la dégradation des liens sociaux, du bien-être subjectif ainsi que l'équilibre travail-vie privée. Dans la période de confinement, les indicateurs baissent respectivement de 25, 14,8 et 8,3 points de pourcentage. Cette situation s'explique par les mesures de distanciation sociale ainsi que la situation de crise induite par les mesures de restriction. Ces derniers ont affecté le niveau de revenu de la population, en particulier pour celle évoluant dans le secteur informel et qui occupe la majeure partie de la population (PND, 2017-2021).

Toutefois, il est noté une augmentation de la sous dimension relative à l'environnement qui connaît une croissance de 5,5 points de pourcentage durant la période de confinement comparativement à la situation initiale. Il en est de même pour l'indice de sécurité qui connaît une augmentation de 1%. Dans le deuxième scénario, ces deux sous dimensions de l'IQC connaissent une augmentation moindre par rapport à la situation initiale et une baisse par rapport à la situation de confinement. Cela s'explique par la restriction des activités ainsi que des déplacements induits par les mesures prises pour endiguer la pandémie.

LE NOMBRE DE PAUVRES CHRONIQUES CONNAIT UNE AUGMENTATION DE 3,5% ET 5,2% RESPECTIVEMENT SUIVANT LES SCENARIOS.

L'indice synthétique de sortie de la pauvreté donne l'état de non-pauvreté ainsi que les dynamiques de pauvreté de la population. Au Tchad, 55,4% de la population est en situation de non-pauvreté, soit 44,6% en état de pauvreté avant le confinement. La situation durant et après le confinement s'est dégradée avec une perte respective de 1 et 2 points de pourcentage de l'indicateur durant les deux périodes. Ainsi la pandémie a fortement affecté l'état de pauvreté de la population.

Tableau 3: Effets sur les dynamiques de pauvreté

	Etat initial	Scénario Confinement		Scénario après confinement	
		Impact Covid-19	Gap à combler	Impact Covid-19	Gap à combler
ISSP	55,40%	54,90%	-0,50%	53,00%	-2,40%
PNP	20,20%	18,60%	-1,60%	18,20%	-2,00%
NPP	11,90%	10,00%	-1,90%	10,30%	-1,50%
PP	34,80%	38,30%	3,50%	40,00%	5,20%
NPNP	33,10%	33,10%	0,00%	31,50%	-1,7%

Source : CREG, 2020

Cette dégradation de la situation de pauvreté durant le confinement est principalement due à la baisse des états de stabilité, notamment de l'augmentation de la pauvreté chronique. Les résultats montrent ainsi que la pauvreté chronique a augmenté de 3,5 points de pourcentage durant le confinement alors qu'il était de 34,8% avant le confinement. La proportion des individus ayant basculé dans la pauvreté durant la période est de 10%, contre 18,6% qui en est sortie.

Au sortir du confinement, l'indice synthétique de sortie de la pauvreté est de 53% soit une différence de près de 2 points de pourcentage comparativement à la situation de confinement. La proportion de la population tchadienne située au-dessus de la ligne de pauvreté baisserait ainsi après le confinement jusqu'à la fin de l'année 2020, laquelle baisse est principalement le fait de l'augmentation de la pauvreté chronique (de 5,20 Points de pourcentage comparé à la situation initiale) et une baisse de la transition en dehors de la pauvreté (-2%).

LA COVID-19 ENTRAINE UNE PERTE EN TERMES DE DEVELOPPEMENT HUMAIN DE 4% ATTENDUE D'ICI LA FIN DE L'ANNEE 2020

La pandémie a également des effets négatifs sur le niveau de développement humain étendu. Avec le confinement, le niveau de l'indice est de 34,7% soit une baisse de 1 point de pourcentage. La situation est encore plus dégradante au sortir du confinement où le niveau de l'indicateur est de 31,5%.

Tableau 4: Effets sur le Développement humain durable

	Etat initial	Scénario Confinement		Scénario après confinement	
		Impact Covid-19	Gap à combler	Impact Covid-19	Gap à combler
IDHE	35,7%	34,7%	-1,0%	31,5%	-4,1%
SANTE	40,2%	-	0	30,7%	-9,5%
EDUCATION	20,7%	19,7%	-1,1%	19,7%	-1,1%
NIVEAU DE VIE	54,4%	52,6%	-1,8%	52,0%	-2,4%

Source : CREG-CREFAT, 2020

Durant le confinement, la baisse du niveau de développement humain est expliquée par une dégradation du niveau de l'éducation, secteur fortement touché notamment par la fermeture des écoles et l'insuffisance voire l'inexistence des méthodes alternatives d'enseignement. La baisse du niveau de la vie s'explique également par les mesures de restriction qui ont fortement affecté le niveau des revenus (surtout informel).

Dans le court terme après le confinement, les résultats montrent une forte dégradation de l'indice de développement humain, laquelle baisse est le fait d'une forte détérioration de l'indice relatif à la santé (30,7% contre 40,2% avant le confinement). En plus d'une baisse de l'espérance de vie qui pourrait être expliquée par le recul de la fréquentation des structures sanitaires durant la pandémie, il y aurait une augmentation de la fécondité du fait de l'incertitude économique (Friedman et al, 1994) induite par la période de crise sanitaire ; ce qui plombe le niveau de l'indice de développement humain.

LES INTERACTIONS AINSI QUE LES RESEAUX SONT AFFECTES, EN PARTICULIER LES INFRASTRUCTURES ET LES FLUX FINANCIERS.

De niveau naturellement faible avant le confinement, le niveau des interactions et des réseaux au Tchad est faible (6,1% avant le confinement). Durant et pendant le confinement, l'indice réseaux et territoires s'établit respectivement à 5,7% et 5,5%.

Tableau 5: Effets sur les réseaux et territoires

	Etat initial	Scénario Confinement		Scénario après confinement	
		Impact Covid-19	Gap à combler	Impact Covid-19	Gap à combler
ISRT	6,1%	5,7%	-0,4%	5,5%	-0,5%
URBANISATION	7,5%	-	0	-	0
MIGRATION	1,7%	-	0	-	0
INFRASTRUCTURES	27,6%	26,0%	-1,6%	25,8%	-1,7%
FLUX FINANCIERS	3,9%	3,2%	-0,7%	2,9%	-1,0%

Source : CREG-CREFAT, 2020

Ce niveau de l'indice des réseaux et territoires est expliqué par la faiblesse de la mobilité humaine et des flux de transfert respectivement de 1,7% et 3,9% avant le confinement. L'urbanisation, de même que les infrastructures sont à des niveaux de satisfaction faible comparativement à la moyenne de 50%. Avec la pandémie les mesures de confinement ont affecté particulièrement l'accessibilité et la qualité des services en particulier la santé, l'éducation, les transports, les marchés, soit une baisse de l'indice des infrastructures de 1,6% comparativement à la situation d'avant le confinement. Le niveau des transferts connaît une légère baisse de 0,7%. Après le confinement, le niveau des indices est respectivement de 25,8% et 2,9%.

RECOMMANDATIONS

La crise de la COVID-19 a eu des impacts négatifs sur le bien-être de la population tchadienne à travers une baisse importante du niveau des revenus et particulièrement du secteur informel. Cette situation a fortement freiné les efforts dans le cadre du suivi du dividende démographique, en atteste le niveau de l'Indice Synthétique de Suivi du DD qui de 29,9% avant le confinement, baisse selon les scénarii de la simulation, soit respectivement 21,3% avec le confinement et 19,1% après le confinement.

Un dispositif de relance économique devrait être mis en place pour amortir les effets de la pandémie et assurer une reprise rapide de l'activité économique. Les recommandations à cet effet vont dans le sens d'un :

- **Renforcer l'appui au secteur informel** principal source de revenu du travail de la plupart des tchadiens.
- **Mettre en place un dispositif de filets de sécurité sociale**, notamment pour les couches les plus vulnérables et durement touchées par la pandémie ainsi que les mesures prises pour endiguer sa propagation.
- **Appuyer le secteur de la santé et de l'éducation**, notamment en termes de stratégies pour une meilleure prise en charge de chocs d'une telle envergure. Cela passera par une modernisation du système d'enseignement d'une part et d'autre part, une augmentation en nombre des infrastructures et du personnel de santé.

REFERENCES

- Africa's Pulse (2020) : Evaluation de l'impact économique de la covid-19 et des réponses politiques en Afrique subsaharienne ; Une Analyse Des Enjeux Façonnant L'avenir Économique de L'Afrique, WBG, Avril 2020 I volume 21
- Bloom, D.E., Cadarette, D., Sevilla, J., 2018. Les maladies infectieuses, nouvelles ou récurrentes, peuvent avoir de profondes répercussions économiques. *Finances & Développement* 4.
- Currie, C.S.M., Fowler, J.W., Kotiadis, K., Monks, T., Onggo, B.S., Robertson, D.A., Tako, A.A., 2020. How simulation modelling can help reduce the impact of COVID-19. *Journal of Simulation* 1–15. <https://doi.org/10.1080/17477778.2020.1751570>
- Dramani, L (2019) "Dividende démographique et développement durable : Fondements théoriques et modèles normatifs, Tome 1, Ed. L'Harmattan, Sénégal
- Fornaro L., Wolf M. (2020). Covid-19 Coronavirus and Macroeconomic Policy. *Barcelona GSE Working Paper series*, No. 1168, p: 1-9.
- IFAD. <https://www.ifad.org/fr/covid19>
- Seguino, S., 2019. Engendering Macroeconomic Theory and Policy. *Feminist Economics* 1–35. <https://doi.org/10.1080/13545701.2019.1609691>
- https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200831-weekly-epi-update-3.pdf?sfvrsn=d7032a2a_4
- République du Tchad (2016) : Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples au Tchad (EDS-MICS) 2014-2015. Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED).
- République du Tchad (2016) : Politique Nationale de Santé 2016-2030 (PNS).

Rédaction	Supervision	Relecture
Pr Latif Dramani Edmée Ndoye	Edem Akpo	Dr Sam Agbahounga Dr Mamaye Thiongane

